

Don Guidoum et les moulins de la morale

Guidoum n'est-il qu'un Don Quichotte de la politique sportive que l'on aime voir ferrailer sans cependant lui venir en aide ? N'est-il donc qu'un soudard du gouvernement tout juste bon pour traquer les termitières de la corruption dans le sport, puis à les déterrer à mains nues ? Jusque-là, il semble être bien essouffé dans cette sale besogne. S'acharnant à secouer ce cocotier où prospèrent les pires pratiques, il le fait avec d'évidentes mal-adresses qui relativisent sa compétence dans le domaine mais n'enlèvent rien à sa notoire probité. Il donne notamment l'impression de travailler sans l'appui d'une hiérarchie trop timorée et cyniquement calculatrice pour se reconnaître dans la « croisade » qu'il mène.

Mais alors qu'est-ce qui le fait agir de la sorte, c'est-à-dire à « contre - mode » de ses pairs, lesquels excellent dans la prudence qui est la vertu de leur longévité ? Dire de lui qu'il est seulement atypique par rapport au profil dans lequel sont formatés les ministres actuels ne suffit pas pour justifier ce tempérament bouillonnant et brouillon. Lui imaginer un improbable soutien discret en haut lieu ne le rendra pas à son tour « incontournable », et pour cause, dans les proconsulats verrouillés du mouvement sportif, il continue à faire l'unanimité contre lui sans que ce « haut-lieu » les invite à cesser leurs campagnes de dénigrement. Enfin, même si l'on s'efforce, malgré la cynique quarantaine gouvernementale, à le gratifier d'imprudent idéalisme, il restera toujours matière à l'épingler sur quelques inconséquents propos. Car un ministre ne doit accuser que preuves en mains et joindre l'acte à la parole et c'est de cette absence de rigueur que pêche parfois son magistère.

Que les structures du sport soient peuplées de toutes les espèces de ripoux — combinards de matches, négriers du muscle, prédateurs des aides publiques —, ne l'exempte pas d'en administrer autant de fois qu'il faut les preuves. Tant il est vrai qu'un ministre de la République qui assainit le fait sûre-

ment bien en s'adossant en toutes circonstances à la loi dans toute sa gravité. Contesté pour l'inconsistance procédurale de ses attaques, il a permis à l'engeance visée de se poser en victime, voire d'invoquer de mystérieux règlements de comptes subjectifs quand, pourtant dans les « cafés du sport » l'on admet que ce ministre-là parle juste à leurs sujets. Paradoxalement, ce ministre sans méthode est devenu du pain béni pour ceux qu'il atteint par ses critiques et qui parviennent à rebondir subtilement grâce à un juridisme précis dont son ministère est dépourvu.

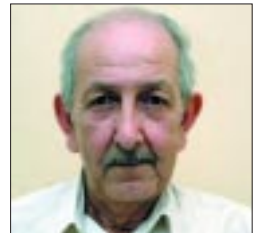
Même les pages sportives des journaux, considérées habituellement comme d'agréables « suppléments d'âmes » dans la grisaille de la politique, se mettent à publier de féroces pamphlets où pas un seul bouton ne manque à la vareuse de l'outrance. En guise de réponses on lui tailla des croupières, car ces dirigeants sportifs, se sentant dans l'œil du cyclone, instruisirent à leur tour un procès politique à ce ministre qu'ils accablèrent de reproches. Certains prétendirent même qu'ils reçurent le feu vert pour aller à la curée et d'autres soutinrent qu'il ne survivra pas au prochain remaniement. La guerre par l'intox fut déclarée lorsque dans les fédérations l'on mesura la force dissuasive des instances internationales. Il en fut ainsi de Berraf, le président du COA, qui s'abrita derrière la « transcendance » de la charte olympique pour invectiver l'ingérence du « politique » mais en faisant en sorte que l'on n'apprenne pas en retour que sa propre promotion dans l'olympisme, il la doit aux connivences politiques.

De même, quand un président de club, faisant valoir ses quatorze années de présidence, se fendit d'une leçon d'éthique et d'abnégation au service du sport sauf qu'il omit de faire le moindre aveu sur quelques matches arrangés dont il aurait été, ne serait-ce, qu'acteur passif. Enfin, la palme de l'angélisme hypocrite ne peut que récompenser ce président de la Ligue nationale de football qui, n'ayant

jamais entendu parler de rencontres truquées, somme indirectement le ministre de lui donner le nom de ce dirigeant indélicat et cela en déposant une plainte contre X ! Plus tartufe du foot que lui tu meurs... !

Mais il y eut pire que tous ces subterfuges défensifs destinés finalement à disqualifier un ministre accusateur, celui du recours à l'instrumentation de catégories socio-professionnelles étrangères au sport et l'occupation de la rue pour riposter à des accusations de gabegie sportive. En effet, d'autres cercles aux moyens plus affûtés ne se sont-ils pas permis d'organiser sit-in et marches grâce à une mobilisation illégale et des mots d'ordre dangereusement régionalistes ? A Annaba, le syndicalisme rentier et le bénévolat marron font bon ménage surtout quand il s'agit de réaliser une OPA sur un club de l'élite. Voilà pourquoi l'influent délégué UGTA chez Mittal Steel, sponsor major du club phare de la ville et dont il est également le président, n'a pas trouvé mieux que de mobiliser quarante sections syndicales et menacer de paralyser le port en guise de réponse à des suspensions du MJS. Une démonstration de force avec comme otages une opinion sportive et des syndicats mais pas la moindre preuve que les accusations de la tutelle de l'Etat soient infondées. Jusque-là, l'on ne connaissait des tares de nos syndicalistes de service que leur disponibilité à la caporalisation, or les voilà sous l'éclairage insupportable de satrapes à l'image de ce Menadi qui cumule les mandats de SG dans le combinat sidérurgique et de président de club et qui disposerait, comme il l'entend, des ressources du club. Avec une telle « surface » à l'origine de sa notoriété locale indiscutable il vient de commettre un délit répréhensible : celui de fomenter une agitation sociale avec des mots d'ordre fallacieux et cela pour uniquement défendre sa gestion personnelle. Dans le domaine sportif, le précédent est grave car il a mis en jeu une mobilisation inappropriée des travailleurs syndiqués que l'on a utilisés comme une

masse de manœuvre dans l'espace public. D'ailleurs, le quotidien *L'Est Républicain* n'a pas manqué de souligner cette évidente manipulation. Il écrivit ceci : « L'annonce par voie de presse d'un sit-in (...) et d'un débrayage de deux heures des filiales de Mittal Steel ainsi que la réquisition de pas moins de quarante sections syndicales (...) constituent autant d'éléments qui dépassent le cadre restreint (de la polémique) avec le ministre. Et d'ajouter : « Le sit-in organisé (...) sans autorisation préalable (...) ressemble à s'y méprendre à un défi lancé à l'autorité de l'Etat » (1). La disproportion de la réaction orchestrée à Annaba n'est pas absurde en soi, elle est même révélatrice du niveau de connexion qui existe entre la corruption dans le sport et celles qui sévissent dans les autres sphères d'activité. Autrement dit, le pillage du sport procède de la même nature que toutes les autres mises à sac. Globalement, ils sont une seule et même réalité structurelle du pays. La capture de la rente est identique partout. Le sport, quand il est tributaire des subsides de l'Etat, secrète infailliblement ses prédateurs qui sont souvent les mêmes qui sévissent ailleurs, tant dans l'économie informelle que dans le monde de l'entreprise et pourquoi pas, à travers la faune des syndicalistes véreux. Ceci explique la difficulté qu'aura n'importe quel ministre des sports à éradiquer spécifiquement le mal dans son secteur. Lucidement, cela revient à admettre que l'on ne peut changer les mœurs dans la maison sportive si l'on n'est pas parvenu à la soustraire auparavant aux incursions de management de pacotille puis à réorienter la totalité des moyens financiers de l'Etat vers le développement et cesser drastiquement de financer « l'élite ». Même cette perspective demeure insuffisante tant que les pouvoirs politiques auront besoin de plébiscites préfabriqués pour gouverner. En effet, en termes de conditionnement, la foule sportive constitue un bassin idéal pour les grandes messes politiques. Les walis connaissent la recette en redevenant généreux en subven-



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

tions à l'approche des consultations électorales. Ils financent un embrigadement dont l'élément de base est le supporter du club. Cette pratique a un qualificatif qui est connoté comme le vocable « corruption ». Nous sommes alors en présence de la subornation de la population sportive par le pouvoir. Ainsi quand l'Etat, pour s'assurer des fins politiques, soudoie athlètes et encadrateurs, il est difficile de continuer à le servir en prétendant moraliser ses mœurs. Pour le ministre Guidoum, ce dilemme le rattrapera un jour ou l'autre. Ce qu'il fera alors l'importe personnellement, même s'il nous semble que son entêtement à agir à contre-courant de la docilité ambiante lui vaut quand même quelques sympathies platoniques en haut lieu. Alors à défaut d'être adoubi à nouveau pour un long compagnonnage, on lui signifiera que le temps n'est pas encore venu pour toutes ses considérations sur l'éthique. Un ministre qui a raison plus tôt que ses pairs est déjà un ministre hors de la meute. Sauf qu'il sera celui qui pourra se vanter longtemps de ses scrupules. En conscience, cela vaut bien plus que toutes les longues carrières.

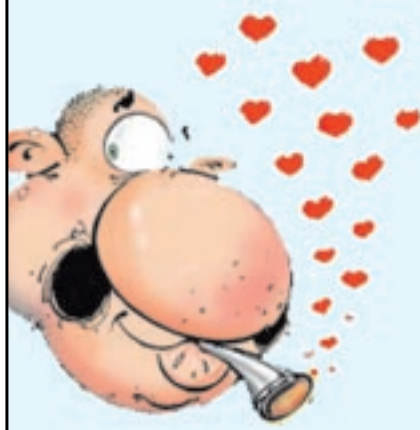
B. H.
Lire *L'Est-Républicain* du jeudi 5 octobre le commentaire de **C. Mechakra** intitulé « Foteux... de pagaille »

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoiralgerie.com>
E-mail : info@lesoiralgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, L'IMPOSSIBLE EQUATION !

« Prix Nobel de médecine. Le professeur Debré pressenti. »

Une juste récompense

La vacuité de l'actuelle campagne de lutte contre la corruption tient dans une question : « Un régime qui truque des élections, qui monte un dossier bidon pour mettre en prison des opposants et des journalistes peut-il passer pour crédible quand il annonce qu'il va s'attaquer à la corruption ? » Ma chekit'ch ! Quand on bidouille le choix populaire, quand on maquille un scrutin, peut-on combattre cette autre pratique de la sphère du bidouillage qu'est la corruption ? C'est impossible. A moins de croire qu'un braqueur de banque puisse se tirer intentionnellement une balle dans le pied sur le seuil de la banque qu'il vient de soulager de ses biffetons. A moins de croire également que l'on peut être clean et honnête 363 jours de l'année et céder au banditisme et aux manipulations criminelles de bulletins les deux jours d'un scrutin en violant l'urne et les suffrages exprimés par le peuple. Plus crûment

encore, comment prendre au sérieux un pouvoir qui claironne sa volonté d'éradiquer la corruption, alors que dans le même temps, un membre éminent de ce pouvoir, portant une double casquette, ministre et chef d'un parti de l'Alliance, affirme, sans être démenti ni inquiété, que la plupart des hauts responsables de l'Etat algérien trafiquent leur patrimoine et n'amassent jamais de richesses en leur nom, préférant l'écran familial ? Personnellement, je ne commencerai à croire en une campagne de lutte contre la corruption que le jour où son annonce s'accompagnera d'une autre annonce encore plus importante, celle du jugement de tous ceux qui, encore vivants et évoluant toujours dans les sphères décisionnelles, nous ont confisqué la parole et le libre choix. En attendant, si c'est pour faire dans le folklore, occuper la galerie et mettre en taule des sous-fifres, des demi-sels, très franchement, à ces « loisirs », à ces jeux, je préfère de loin mon occupation favorite, fumer du thé et rester éveillé, le cauchemar continue.

H. L.